

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDILIANS

Route de Wahagnies
BP 8
59133 Phalempin

Références : inspection du 26/03/2024
Code AIOT : 0007001209

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement EDILIANS implanté Route de Wahagnies BP 8 59133 Phalempin. L'inspection a été annoncée le 23/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2023 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 24/02/2023

Elle porte sur :

- les mesures de prévention des risques technologiques
- la gestion des déchets,
- la protection des ressources en eau

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS
- Route de Wahagnies BP 8 59133 Phalempin
- Code AIOT : 0007001209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Edilians, dont le siège social est basé à Dardilly (69570), appartenait initialement au groupe Imerys, sous le nom Imerys Toiture. La cession a eu lieu en octobre 2018, et la société Edilians est désormais un acteur à vocation européenne centré sur les solutions de la toiture et de la façade.

L'établissement de Phalempin est une usine de fabrication de tuiles plates à partir d'argile et de sables. Il emploie 40 personnes et produit autour de 40 000t annuelles de tuiles en terre cuite.

Le site est régulièrement autorisé pour le travail de l'argile et la fabrication de céramiques et réfractaires par arrêté préfectoral du 29 avril 2009 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 4.3.10	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Eaux d'engobe	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 4.3.11	Sans objet
3	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.7.2	Sans objet
4	séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 5.1.2	Sans objet
5	installations internes de transit des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 5.1.3	Sans objet
6	Déchets valorisés, traités ou éliminés	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 5.1.5	Sans objet
7	Inventaire des substances dangereuses présentes dans	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'établissement		
8	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.2	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.2.4	Sans objet
10	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.4.4	Sans objet
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a mis en œuvre une prestation de curage de son débourbeur/deshuileur une seule fois par an. Or l'article 4.3.10 de son arrêté préfectoral impose un curage de deux fois par an au minimum. Après avoir consulté les différents rapports sur la qualité des eaux rejetées dans le bassin de confinement effectués depuis 2022, l'Inspection constate que les valeurs limites en concentration des différents paramètres imposés à l'article 4.3.10 sont respectées. Par conséquent ce point de non-conformité est traité comme une demande d'action corrective et non comme une non-conformité majeure susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure. L'inspection demande donc à l'exploitant de mettre en œuvre à partir de cette année 2024 un curage biannuel de son débourbeur/deshuileur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 4.3.10	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :	
Paramètres	Concentration (mg/l)
MES	30
DBO5	10
DCO	40
HC Totaux	5
Métaux totaux	10
N global	3
Les débourbeurs-deshuileurs doivent être curés au minimum deux fois par an.	
Constats :	
L'exploitant a présenté son dernier rapport d'analyse fait le 19/02/2024 par l'organisme de	

<p>contrôle Cereco (n°B22/R5418/00066). Les concentrations des différents paramètres mesurées respectent les concentrations limites imposées à l'arrêté préfectoral.</p> <p>Un seul débourbeur/deshuileur est implanté sur le site. Ce dernier se situe juste en amont du bassin de rétention.</p> <p>Le dernier curage date du 18/04/2023 et a été effectué par Chimirec (N° devis F221196064). L'exploitant déclare que le débourbeur n'est curé qu'une seule fois par an, contrairement à la prescription de l'arrêté préfectoral. Après analyse des rapports d'analyse des eaux pluviales, l'inspection constate que les valeurs limites en concentration imposées par l'arrêté préfectoral sont respectées pour les années 2022 et 2023. Au regard des résultats conformes, il apparaît que le curage du débourbeur une seule fois par an n'entraîne pas de dépassement des valeurs limite de concentration pour les paramètres contrôlés.</p> <p>Cette non-conformité fait donc l'objet d'une demande formulée à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder à un curage biannuel de son débourbeur/deshuileur dès cette année 2024. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection les devis des deux entretiens annuels effectués en 2024 sur son débourbeur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 2 : Eaux d'engobe

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 4.3.11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée : Les eaux d'engobe (eau contenant des argiles) ne doivent pas être rejetées mais récupérées dans le procédé industriel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite terrain que les eaux d'engobe sont stockées dans des cubis plastiques de 1000 litres, décantées dans une fosse d'engobe, puis entièrement réinjectées dans le mélange de terre. Le produit qui tombe dans la fosse d'engobe est réutilisé à 100%.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Bassin de confinement et bassin d'orage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Rejets aqueux</p>
<p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordées à un bassin de confinement étanche et d'une capacité minimale de 240 m³ avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par le lessivage des toitures, sols, aires de stockage est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 920 m³,</p>

<p>équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.</p> <p>Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant dispose sur son site d'un bassin unique de 1 260 m³. Ce bassin est équipé d'un déversoir d'orage placé en tête et d'une vanne manuelle en sortie. Cette vanne est accessible en permanence pour le personnel d'entretien et sa fonctionnalité est testée mensuellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : séparation des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur valorisation, leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que la séparation des déchets est effectuée de façon distincte, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un premier local de stockage, l'exploitant sépare clairement les déchets métalliques, des déchets de bois et des déchets de plastique; - l'exploitant possède à l'arrière du site un local de stockage dédié aux déchets dangereux. Ces déchets sont stockés dans des caisses plastiques imperméables posées sur des dispositifs métalliques de rétention. Les aérosols, les néons et les graisses sont stockés dans des fûts distincts. <p>Les chiffons absorbants souillés, les déchets de baryum solidifié et les aérosols sont eux stockés dans des caisses imperméables distinctes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : installations internes de transit des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 5.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur valorisation, leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (lessivage par des eaux météoriques, pollution des eaux superficielles, envols, odeurs).</p> <p>Les installations de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>La durée d'entreposage ne devra pas excéder 1 an lorsque les déchets doivent être éliminés et 3 ans lorsqu'ils doivent être valorisés.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'inspection constate que l'ensemble des déchets produits sont stockés dans des conteneurs imperméables disposés sur des dispositifs de rétention.</p> <p>L'exploitant indique que les casses sèches et les casses cuites sont évacuées 2 fois par semaine, les billes calcaires, les solvants et les huiles usagées sont évacués une fois par mois et les déchets dangereux (aérosols, néons, baryum, graisses, chiffons souillés) sont évacués tous les 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déchets valorisés, traités ou éliminés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 5.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée : Toute opération de valorisation, traitement ou élimination des déchets ne peut être effectuée que dans des installations spécifiquement autorisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant procède à l'évacuation de tous ses déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets de casse sèches sont évacuées par la société Briqueterre basée en Belgique, - les déchets de casse cuite sont évacuées par la société Tennis Brique basée en Belgique, - les solvants issus de la fontaine de maintenance sont évacués par la société Safety Kleen, dûment autorisée et basée à la Courneuve, - les huiles usagées (huiles de vidange, huiles de réducteur des groupes hydrauliques) sont évacuées par la société Chimirec basée à Ecques (62).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Inventaire des substances dangereuses présentes dans l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données.</p> <p>Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en oeuvre dans les installations considérées sont précisées dans ces documents.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son inventaire des produits dangereux présents sur son site.</p>

<p>Cet inventaire a été réactualisé au mois de mars 2024. Les produits présents sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le baryum : 30 tonnes ; - le pétrole : 6 tonnes ; - les acides gras : 5 tonnes ; - le GNR : 2800 litres. - le bicarbonate : 1 tonne <p>La visite d'inspection a permis de constater que les incompatibilités entre les substances ainsi que les risques pouvant découler de la manipulation et mise en œuvre des produits dangereux étaient décrits et détaillés dans les différentes fiches de données et de sécurité (FDS) inhérentes aux produits. Les emplacements des substances dangereuses figurent sur le plan de zonage des dangers présentés par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Zonage des dangers internes à l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc..) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son plan de zonage des dangers. L'inspection constate que l'ensemble des substances dangereuses et des moyens d'extinction étaient bien identifiés sur le plan. Lors de la visite terrain, l'inspection a pu vérifier que les consignes de sécurité à observer étaient indiquées à l'entrée de chaque zone dangereuse. La nature exacte du risque qui ne figurait pas sur le plan lors de l'inspection du 21/03/2023 a été rajoutée par l'exploitant sur ses plans de 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumées, gaz de combustion et</p>

chaleur dégagée en cas d'incendie, judicieusement répartis à raison de 2% de la surface au sol. Des dispositifs représentant 0,5% de la surface au sol doivent être à commande automatique et manuelle, les commandes manuelles doivent être situées à proximité des issues accessibles au sol. Ces exutoires sont régulièrement vérifiés et entretenus (1 fois par an minimum).

Constats :

Pour son bâtiment de préparation, dans lequel sont stockés tous ses produits inflammables, l'exploitant a évalué une surface de toiture de 2 500 m². L'inspection a pu constater sur le terrain que l'exploitant disposait de 13 dispositifs de désenfumage à commande automatique et manuelle. La superficie moyenne d'un exutoire de fumées étant de 2 m², la surface des dispositifs est de 26 m² ce qui représente plus de 0,5 % de la surface au sol ($26 \times 100 / 2500 = 1,04\%$).

En plus des 13 exutoires, l'exploitant dispose de 100 m² de surface fusible faisant office d'exutoire de fumées. Cette surface de 126 m² est supérieur au 2% de la surface au sol réglementé.

En outre l'exploitant a présenté son dernier rapport de vérification réalisé le 16/03/2023 par l'organisme de contrôle LST (rapport n°4179023-2). Le rapport ne mentionne aucune non-conformité.

A noter que l'exutoire qui faisait l'objet d'un dysfonctionnement lors de l'inspection du 21/03/2023 a été remplacé par l'exploitant. L'inspection a pris connaissance du devis d'exécution des travaux réalisés par LST (DE065853) ainsi que son bon fonctionnement lors de l'inspection sur le terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Constats :

L'inspection a pu constater que :

- l'ensemble du personnel a reçu le 21/12/2023, une formation sur le maniement des extincteurs et des moyens de lutte contre l'incendie (38 personnes concernées).
- le personnel chargé de la maintenance a également reçu une formation habilitante et plus spécifique en décembre 2023 pour les interventions sur les installations électriques de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des installations classées.
Constats : Pour ses moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, l'exploitant dispose de 72 extincteurs sur son site. Ces équipements sont repérés, facilement accessibles et entretenus. Leur contrôle est réalisé annuellement. Le dernier contrôle a été réalisé le 31/01/2024 par LST (rapport n°DE 065854). Aucune non-conformité n'est signalée dans le rapport.
Type de suites proposées : Sans suite